

Fathallah DAGHMI, Farid TOUMI, Abderrahmane
AMSIDDER, dirs, *Médias et changements. Formes et
modalités de l'agir citoyen*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Communication et civilisation, 2015,
246 pages

Marieke Stein



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11281>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.11281](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11281)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 489-491

ISBN : 9782814303256

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Marieke Stein, « Fathallah DAGHMI, Farid TOUMI, Abderrahmane AMSIDDER, dirs, *Médias et changements. Formes et modalités de l'agir citoyen* », *Questions de communication* [En ligne], 31 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11281> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11281>

degré de spécificité visuelle (p. 61), la présence de nombreux éléments audio-visuels (p. 65) et d'un point de vue situé au niveau diégétique de l'agent (p. 63) peuvent-ils être la traduction d'une approche reconstructiviste du passé, selon laquelle le discours historique tend à s'afficher comme récit authentique, unique, objectif, donnant à voir un rôle de l'historien effacé (p. 67), cherche à montrer la singularité, la spécificité, la contingence dans le passé. En revanche, il est avancé qu'un jeu de style « conceptuel » qui reposerait sur des représentations audio-visuelles abstraites (p. 70), sur un système de règles complexes (p. 71) et offrant un point de vue à un niveau parfois macroscopique (p. 73) au joueur peut être rapproché d'une approche constructiviste : un tel discours donne à voir une affirmation de la place de l'historien (p. 78), et tend à vouloir montrer par ses règles « les lois qui régissent les dynamiques de l'histoire » (p. 76). Il est aussi question de proposer des cadres pour analyser la place du joueur et son interaction avec le jeu (pp. 30-59), les représentations du temps et de l'espace (pp. 90-119), des catégories pour penser les types de narration (pp. 119-136).

En somme, *Digital Games as History* demeure d'une grande prudence quant à l'objet qu'il étudie. Loin de toute fascination ou effet de mode, il ne s'agit pas de penser une nouvelle histoire vidéoludique dont on lirait la valeur à l'aune de la popularité (p. 14), une histoire qui s'affranchirait totalement des faits (p. 9), et qui remplacerait les discours scientifiques existants (p. 276). Il ne s'agit pas de dire, avec Ivan Jablonka, que « la création [littéraire] est l'autre nom de la scientificité historique » (*L'Histoire est une littérature contemporaine. Manifeste pour les sciences sociales*, Paris, Éd. Le Seuil, 2014, p. 14), mais de replacer les jeux vidéo historiques aux côtés d'autres formes de discours sur le passé, en les réaffirmant comme des objets ayant fait l'objet d'une conception, limités quant à leur forme et inclus dans un processus de production du discours historique à une époque donnée.

L'ouvrage contextualise le jeu vidéo comme création qui tient un discours sur son époque de conception, et l'auteur cherche à comprendre comment une conscience historique se construit par le texte, l'image, et surtout la mise en jeu (pp. 10, 11, 13). Il poursuit trois objectifs : « Donner un cadre d'analyse pour l'étude des jeux vidéo historiques ; décrire la nature de la représentation historique dans ces jeux ; décrire leur usage potentiel comme système d'engagement avec le passé » (« *systems for historying* », p. 266). Enfin, cette publication doit s'inscrire comme une contribution bienvenue au sein de cette section des sciences du jeu

qui cherche à aborder le medium vidéoludique par sa forme, ainsi qu'au sein de la littérature historiographique intéressée à la compréhension et l'étude d'une forme contemporaine de discours sur le passé.

Julien Bazile

Cremlon, université de Lorraine, F-57000

julien.bazile@univ-lorraine.fr

Fathallah DAGHMI, Farid TOUMI, Abderrahmane AMSIDDER, dirs, Médias et changements. Formes et modalités de l'agir citoyen

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Communication et civilisation, 2015, 246 pages

Malgré un titre peu explicite, *Médias et changements. Formes et modalités de l'agir citoyen*, qui réunit des chercheurs issus essentiellement des sciences de l'information et de la communication (sic), mais aussi de la science politique, de la sociologie et de l'urbanisme, constitue une utile synthèse des études récentes sur les liens entre développement des médias numériques et changements sociopolitiques. À partir d'un constat désormais établi selon lequel les mobilisations contemporaines sont étroitement liées au développement et à la démocratisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), les contributions dépassent la vision un peu trop simple selon laquelle les TIC favoriseraient nécessairement les mobilisations. En effet, elles visent à répondre à une même question : l'usage des TIC dans les mouvements de contestation (sociale, politique, environnementale...) permet-il une réelle mise en cause des pouvoirs en place et de l'ordre établi, une modernisation de l'espace public, voire la mise en place d'une nouvelle forme de démocratie ? Ces questions, abondamment traitées dans la littérature scientifique, trouvent ici des éléments de réponse souvent pertinents à travers douze contributions réunies en trois parties, dédiées, l'une, à la conception des nouveaux médias et de leur rôle dans les mobilisations citoyennes, l'autre, à l'usage de ces dispositifs techniques, et la dernière, aux interactions engendrées par les situations étudiées.

La première contribution (pp. 23-46) propose une nouvelle lecture de la « fracture numérique » à travers l'analyse des compétences des usagers à circuler dans la sphère numérique. Dépassant les problèmes d'accessibilité des équipements, Serge Proulx avance la notion de « clivage numérique » qui concerne davantage des différences de modes d'appropriation des outils numériques par les usagers. L'auteur observe que l'usage que les internautes font de l'internet

reproduit largement les écarts sociaux et culturels observables dans la société. La dimension critique, voire idéologique, de cette première contribution est vivifiante, notamment lorsque Serge Proulx, remarquant que le développement d'internet et des réseaux sociaux numériques aboutit à une forme d'« injonction à participer », s'interroge sur la captation et le détournement commercial des traces laissées dans l'univers numérique par les internautes. Il développe ainsi la notion de « capitalisme informationnel et communicationnel, dans lequel les liens sociaux sont l'objet de pratiques de marchandisation » (p. 37).

Plusieurs des textes qui suivent sont consacrés aux mouvements citoyens de ces dernières années, phénomène mondial qui concerne aussi bien les pays de l'Est ou l'Amérique latine que le monde arabe. Les analyses de l'usage des outils numériques dans la mobilisation amazighe en Algérie et au Maroc (Fathallah Daghmi, Farid Toumi, Abderrahmane Amsidder, pp. 61-76), des usages médiatiques des jeunes Égyptiens et Tunisiens pour contourner les interdits sociaux et religieux (Zeineb Touati, pp. 181-196), des commentaires d'actualité des jeunes Algériens (Aïssa Merah, pp. 197-212) ou de la manière dont la communauté roumaine de France utilise ces outils à des fins de construction identitaire (Cristina Badulescu, pp. 77-91)... permettent de questionner l'impact des TIC dans les mobilisations récentes, avec, parfois, un optimisme revendiqué, mais souvent de manière plus nuancée. Ainsi, l'étude, par Farrah Bérubé (pp. 145-160), du mouvement \square YoSoy132 au Mexique, révèle-t-elle que les TIC ont favorisé l'internationalisation du mouvement de contestation étudiante sans permettre sa pérennisation. La variété des cas étudiés illustre la diversité des postures et des stratégies militantes, en même temps que la transversalité des questions qu'elles soulèvent. Car, comme le souligne Jean-Paul Lafrance dans sa contribution (pp. 47-60), les mobilisations citoyennes sont un phénomène mondial, préexistant à l'essor des TIC mais favorisé par elles, même si leur bilan, contrasté, invite à ne pas surestimer la puissance des nouveaux médias.

La seconde partie de l'ouvrage se propose d'observer l'émergence de nouvelles formes de militantisme politique, afin d'examiner si internet permet la construction collective d'une « sphère participative accessible à tous et ouverte à tous les échanges » (p. 17). Là encore, les réponses ne sont pas univoques, les différentes contributions concluant, en définitive, à un développement de lieux de débats, d'expression libre, de circulation des idées et des informations, mais pas nécessairement à la création d'espaces d'action politique

efficace. Marc Lits s'intéresse ainsi aux « pétitions en ligne comme nouvel espace d'action citoyenne » (pp. 95-108), Lucie Alexis et Nancy Ottaviano (pp. 109-128) aux dispositifs de participation mis en place depuis 2009 par la mairie de Paris (« l'appel à projets innovants », « le Budget participatif »...), les deux articles proposant une analyse fine de dispositifs certes ambitieux mais qui nécessitent encore des améliorations – et notamment une meilleure prise en compte par les pouvoirs publics. De son côté, Bouchra Daoudi (pp. 129-144) s'intéresse aux mouvements de contestation des « machines à voter » selon une approche socio-historique, puis ethnologique, qui met en évidence une certaine défiance de ces militants vis-à-vis des TIC et relativise « les théories d'une rupture technologique dans la pratique militante » (p. 142). Finalement, les conclusions des différentes contributions convergent : les nouveaux dispositifs socio-techniques démultiplient les espaces d'expression citoyenne, mais ils les fragmentent aussi, limitant ainsi leur portée sur les instances décisionnelles. Ce qui amène à interroger la volonté des acteurs politiques institutionnels de profiter de ces nouvelles pratiques citoyennes pour développer la concertation, certes, mais surtout... leur propre communication.

Les contributions de la troisième partie explorent plus précisément la manière dont les nouveaux outils de mobilisation modifient les interactions entre individus, ainsi qu'entre les individus et les contextes. Est étudiée notamment la manière dont les outils numériques entraînent une modification profonde de l'agir militant, parfois au détriment de l'investissement durable pour une cause. C'est le sens de l'excellente contribution d'Aude Seurrat, Sarah Labelle, Christine Chevrete et Stéphanie Kunert (pp. 163-180), qui évalue l'impact des TIC, non plus seulement sur l'engagement, mais sur le *désengagement* citoyen. Dans l'article qu'elles consacrent à l'usage des outils socio-numériques par Amnesty International France, les auteures, complétant les enquêtes de terrain et les entretiens qu'elles ont menés auprès d'adhérents par une revue de la recherche aussi pertinente que synthétique, soulignent une ambivalence dans la conception des TIC par les militants : si certains soulignent les possibilités nouvelles offertes par les médias numériques en terme de diffusion des informations, de recrutement de nouveaux adhérents et de publicisation des actions militantes, d'autres considèrent le numérique comme un facteur de décomposition du lien social, de dispersion de l'action militante, et, en définitive, de démobilitation. Le portrait, tout à fait pertinent, du militant d'aujourd'hui est tracé : impliqué dans des causes multiples, sans forcément de continuité dans son engagement – c'est « l'engagement distancié »,

théorisé par Jacques Lon puis repris par Fabien Granjon (*Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 79, 2005, pp. 24-29), ou le « click activism » (Gille Pleyers, « Introduction », *Réseaux*, 181, 2013, pp. 9-21), notions intelligemment exploitées pour éclairer les résultats des enquêtes exposées.

L'intérêt de l'ouvrage, ou du moins de plusieurs de ses contributions, est de ne pas céder à un « enchantement » (p. 17) face aux nouveaux outils numériques de la mobilisation, mais bien d'en mettre les impacts réels en question(s), en reconnaissant leurs apports (démultiplication et libération de la parole citoyenne, ouverture de nouveaux lieux d'échange...) mais en soulignant aussi leurs effets pervers : affaiblissement du lien social entre individus, éclatement énonciatif, dérive marchande, déstructuration et fragmentation des engagements, dispersion de militants « multi-positionnés » (Aude Seurat, Sarah Labelle, Christine Chevret, Stéphanie Kunert, p. 172). Ni simplificateur ni univoque, *Médias et changements* est d'autant plus stimulant pour la réflexion que la plupart des contributions présentées proposent des références bibliographiques récentes et bien choisies, qui sont autant d'entrées utiles pour le chercheur intéressé par le rôle des médias numériques dans l'engagement citoyen.

Marieke Stein

*Crem, université de Lorraine, F-57000
marieke.stein@univ-lorraine.fr*

Ratiba Hadj-Moussa, *La Télévision par satellite au Maghreb et ses publics. Espaces de résistance, espaces critiques*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Communication Médias Société, 2015, 304 pages

Depuis 2011, de nombreux travaux ont porté sur les nouveaux médias, à savoir les médias sociaux ; et ce, en excluant la télévision. Pourtant, la télévision par satellite était encore considérée il y a deux décennies comme un nouveau média et elle a été le média prédominant pour s'informer durant le Printemps arabe, début 2011.

Ainsi Ratiba Hadj-Moussa a-t-elle choisi de traiter de l'expérience de la télévision par satellite (télévisions internationales et étrangères) dans trois pays maghrébins (Tunisie, Maroc et Algérie) entre 1990 et 2009, en étudiant son effet sur la sphère publique et privée. Il s'agit de mettre l'accent sur l'usage de la télévision (individuel ou collectif) et les classes sociales auxquelles appartient les téléspectateurs. L'ouvrage est divisé en cinq chapitres, traitant la télévision en rapport avec la sphère publique et privée ainsi que les publics et leurs identités. Cet ouvrage, qui adopte une

démarche ethnographique, est le fruit de 223 entretiens (121 femmes et 102 hommes, dont les deux tiers sont des jeunes âgés de 16 à 35 ans) répartis comme suit : 92 en Algérie, 59 au Maroc et 72 en Tunisie.

Notons que l'enquête de terrain a pris fin en 2009, mais que les résultats de cette enquête restent d'actualité malgré les changements vécus depuis le déclenchement du Printemps arabe en 2011. Par ailleurs, ce choix d'arrêter l'enquête en 2009 est dû à la « saturation des données et à la continuelle présence des télévisions satellitaires dans l'environnement audiovisuel maghrébin » (p. 15). Cela est aussi lié à l'apparition de nouveaux médias, comme la téléphonie mobile et l'internet qui ont commencé à s'imposer depuis les protestations de 2008 en Tunisie et au Maroc.

Ratiba Hadj-Moussa a étudié la situation de chaque pays individuellement car il était impossible d'adopter une approche comparative, chaque pays ayant son propre cadre juridique dans le domaine de l'audiovisuel. Cela n'empêche pas l'auteure d'affirmer que, dans ces trois pays, « l'élaboration des espaces privés et publics, les projections de l'imaginaire politique, la volonté de trouver des espaces d'expression libre et les liens d'affiliation et de reconnaissance se déclinent presque de la même façon » (p. 22).

L'auteure note (p. 19) que, bien qu'elle soit contrôlée par l'État, l'arrivée de la télévision par satellite constitue un événement marquant dans la vie des Maghrébins. Cette arrivée s'inscrit dans une longue histoire marquée par les échanges entre les pays du sud et les pays du nord de la Méditerranée. C'est à partir des années 80 que la Tunisie et le Maroc ouvrent leur espace territorial à d'autres télévisions telle que France 2 (appelée à l'époque Antenne 2) (*ibid.*). En fait, l'auteure confirme que la diffusion de la télévision par satellite est liée « aux motivations politiques et aux positionnements géostratégiques des groupes ou des États à l'origine de leur création ainsi qu'aux avancées technologiques qui ont facilité leur accessibilité » (pp. 26-27).

La Tunisie et le Maroc ont connu le phénomène des paraboles collectives, circonscrit à des îlots d'abonnés ou à des personnes ayant acquis une autorisation administrative. En Algérie, du fait des événements que le pays a traversés pendant les années 90 (guerre civile), ce phénomène est illégal et l'État ne renonce pas à son contrôle (p. 20).

La télévision par satellite participe à la fabrication de l'opinion publique et la grande majorité des Maghrébins s'opposent à leurs télévisions nationales. Ce qui explique ainsi leurs recours aux chaînes